

Lausanne et région

Les riverains de l'A9 vont scruter la mue des ponts

Belmont
La première phase des travaux de l'autoroute n'est pas contestée mais sera disséquée par les habitants

Opposés en masse aux travaux d'élargissement des tunnels de Belmont, les riverains de l'autoroute A9 sont plus tendres à propos de l'assainissement des ponts de la Paudèze (notre édition de vendredi), qui débutera fin mars. Si les deux secteurs concernés sont mitoyens, la nature des interventions diffère largement. L'Office fédéral des routes (OFROU) prévoit ainsi d'entretenir les ponts de 2017 à 2019, à chaque fois entre le mois de mars et le mois d'octobre. Une intervention conséquente mais bien éloignée des sept années de chantier, jour et nuit, envisagé pour les tunnels.

«Sur le principe, nous n'y sommes pas hostiles puisque l'OFROU nous a bien expliqué qu'il s'agissait de travaux d'entretien. Pour autant, nous allons mettre en place un monitoring sérieux pour surveiller ce qui est fait, annonce Carlos Nunez, président de l'Association de riverains, fortement opposés à l'élargissement des tunnels. Il ne faudrait pas qu'il s'agisse d'une intervention préparatoire avant la suivante.» Les travaux des tunnels ne sont pas prévus avant 2025 et ont suscité près de 300 oppositions.

Sur ce point, l'OFROU se veut rassurant. «La proximité géographique peut créer la confusion, mais les deux chantiers n'ont vrai-

«Il ne faudrait pas qu'il s'agisse d'une intervention préparatoire avant celle des tunnels»

Carlos Nunez Président de l'association de riverains

ment rien à voir», indique le porte-parole Olivier Floc'hic.

Pour Carlos Nunez, ce premier chantier permettra tout de même d'envisager l'impact d'une telle intervention à proximité des logements et de voir comment les entreprises s'appliquent à limiter les nuisances. «Une partie des travaux, à savoir l'hydrodémolition des bordures, sera bruyante, prévient Olivier Floc'hic. Malgré tout, cette étape sera limitée dans le temps et nous prendrons le maximum de précautions.»

Egalement opposé à l'élargissement des tunnels, le syndic de Belmont, Gustave Muheim, accueille ce volet des travaux avec le sourire. «Nous sommes intervenus comme des lanceurs d'alertes auprès de l'OFROU il y a quatre ou cinq ans pour signaler que des petits blocs de béton se détachaient du pont. Des réparations urgentes ont été faites mais il faut désormais curer l'entier des structures, et nous applaudissons cette intervention», appuie-t-il. La Municipalité est d'ailleurs en contact depuis plusieurs mois avec l'OFROU pour discuter des modalités du chantier. **Romarc Haddou**



Une vie communautaire s'est créée entre les murs froids du bâtiment industriel. Un mobilier basique, des fresques et du linge mis à sécher

Démarche participative pour le pôle gare de Cully

Urbanisme
Quelque 40 personnes se sont réunies à Cully pour élaborer leur plateau de la gare idéal. Au centre des préoccupations: maintenir un bourg vivant et attractif

La problématique occupe les esprits depuis plusieurs années: le futur pôle gare de Cully pourrait sonner le glas des petits commerces du village s'il s'y installe des grands magasins «cannibales». Quelque 40 habitants de Bourg-en-Lavaux se sont réunis mercredi 15 février, à l'appel de LABEL (Les acteurs de Bourg-en-Lavaux), pour initier une démarche participative autour du réaménagement de cet espace, qui abrite pour l'instant un grand parking.

Urbaniste de Grandvaux, Pierre Yves Delcourt a coanimé l'atelier participatif organisé pour l'occasion. Ce qui ressort principalement de cet échange, écrit-il dans *Le Courrier Lavaux-Oron*,

c'est l'importance de sauvegarder la complémentarité des commerces existants (boucher, boulanger, fleuriste, pharmacie...) et de ceux qui s'installeront à la gare.

Les participants sont allés jusqu'à proposer des pistes: information touristique, agence de voyages, magasin de sport ou de bricolage, centre de bien-être ou salle de sport sont autant de commerces absents dans la commune qu'il y aurait du sens à créer. Autre idée forte: un centre commercial «low impact». Soit des grandes surfaces qui renonceraient à vendre certains produits que l'on trouve déjà dans le bourg, ou encore qui noueraient des partenariats avec des producteurs locaux.

Pour transmettre le fruit de cet atelier aux CFF, principaux propriétaires de la parcelle (avec la Commune et un privé), une délégation de LABEL rencontrera l'ancienne régie fédérale prochainement. **c.co.**



Le projet du pôle gare conçu par le bureau BWarch. SYNTHÈSE/BWARCH

Romanel
Au moins 85 personnes du Collectif Jean Dutoit vivent depuis août dans une usine désaffectée. Elles seront à la rue dans deux mois

Chloé Banerjee-Din Textes
Vanessa Cardoso Photos

Mercredi, c'est jour d'assemblée pour le Collectif Jean Dutoit. Dans une usine désaffectée de Romanel-sur-Lausanne, la petite communauté a fait son trou sans faire de bruit depuis août dernier. Sur les quelque 85 migrants qui en font partie, une trentaine sont réunis dans la grande salle commune aux murs de béton nu, agrémentée de fresques bariolées et de sofas de récupération. Comme chaque semaine, ils règlent les questions pratiques d'une cohabitation qui se veut parfaitement démocratique.

On les avait découverts pour la première fois il y a bientôt deux ans dans les jardins du Sleep-In de Renens. Depuis quelques mois, après avoir multiplié les occupations plus ou moins légales à Lausanne, ils ont quitté la ville et la lumière des projecteurs. Mais leurs tribulations ne sont pas finies. Ces hommes, jeunes, seuls et originaires d'Afrique ont trouvé refuge dans la zone industrielle de Praz-Roussy, un no man's land paisible où leur squat passe inaperçu. Dans le voisinage, une fabrique d'éclairages et une entreprise spécialisée dans les pneus.

«Il y a très peu de chances qu'on puisse rester. Le propriétaire a été très clair avec nous sur le fait qu'il compte détruire le bâtiment en mai», explique Thomas *, un membre du collectif qui fédère à la fois les migrants et une poignée de personnes solidaires de leur cause. Parmi les habitants de l'usine, on aimerait croire au prolongement du contrat de confiance qui leur permet d'être là. C'est que la recherche d'un nouveau logement s'annonce compliquée, mais

à deux mois de l'échéance, c'est clair: «On n'a pas de plan B», lance un locataire, qui comme tous les autres, préfère rester anonyme.

Retour à la case départ

L'année dernière, le collectif avait vécu exactement la même situation. Après avoir passé l'hiver dans une halle abandonnée à Renens, ils avaient dû vider les lieux au printemps. Conséquence: un campe-

ment aussi bondé qu'insalubre s'était formé dans les jardins du Sleep-In, pour la deuxième fois. Rebelote après un premier épisode en 2015. A Romanel, l'ordinaire paraît bien meilleur. Côté pile, la vie s'organise autour des corvées d'entretien, de cours de français dispensés par une association locale et d'une salle de sport improvisée. Côté face, à quoi les membres du collectif occupent-ils leurs journées?

Les autorités estiment qu'elles

● L'été passé, le campement du Sleep-In s'était retrouvé vide du jour au lendemain, probablement sous l'effet d'une vague de contrôles d'identité lancée par la police cantonale dans le quartier. Le Collectif Jean Dutoit avait alors déniché un nouveau point de chute temporaire à Chailly. Selon Steve Maucci, le directeur du Service de la population du canton de Vaud, l'opération avait permis de

mieux cerner le profil de ces migrants, souvent qualifiés d'illégaux: «On s'est rendu compte qu'une majorité d'entre eux était en règle, avec des papiers européens leur permettant de séjourner en Suisse pendant trois mois.» Les migrants de Romanel ne devraient pas avoir grand-chose à craindre des autorités cantonales. Steve Maucci renvoie en effet la loi vaudoise d'application de la loi

Les Vaudois de Galenica montent aux barricades

Saint-Sulpice
Touché par la fermeture annoncée du siège de Sun Store, racheté en mai 2016 par le groupe bernois, le personnel réclame des mesures pour atténuer les licenciements

«Nous attendons une réponse de la part de Galenica en milieu de la semaine prochaine, sans quoi nous prendrons les mesures que nous jugerons nécessaires.» Yves Defferrard, cosecrétaire régional Unia Vaud, a annoncé ce vendredi que le dossier n'était de loin pas bouclé en ce qui concerne la fer-

meture annoncée en mai 2016 du siège de Sun Store à Saint-Sulpice. Sur la petite centaine d'employés concernée, 26 travaillent toujours sur le site vaudois de Galenica. Selon les informations en possession du syndicat, une vingtaine de collaborateurs aurait accepté l'offre de l'employeur d'aller travailler à Berne.

La liste des demandes censées atténuer les conséquences de la restructuration a été remise vendredi à la direction. Les salariés demandent de pouvoir tous bénéficier du plan social, une harmonisation des délais de congé, de meilleures indemnités de départ qui se justifient «par la situation

«Le projet initial était si mauvais qu'Unia n'avait pu entrer en matière»

Syndicat Unia

économique saine du groupe Galenica» et un programme d'aide à la réinsertion professionnelle. «Le projet initial était si mauvais qu'Unia n'avait pu entrer en matière pour une éventuelle signature», explique le syndicat.

C'est en mars 2009 que le groupe Galenica, basé à Berne, a

racheté la chaîne de pharmacies Sun Store. En 2016, l'entreprise annonçait sa décision de concentrer à Berne les services administratifs, financiers et commerciaux de son domaine d'activité Retail, à savoir la distribution en pharmacie. Et par conséquent de fermer son entité de Saint-Sulpice.

«Nous avons entretenu des négociations intensives avec la délégation du personnel», reconnaît Galenica. Le groupe assure qu'il examinera les demandes qu'il a reçues. Il ajoute que le plan social s'appliquera à tous les collaborateurs qui pourraient être concernés par un éventuel licenciement.

Laurent Antonoff



égiaient les lieux.



Matelas, couvertures et radiateurs sont généralement issus de dons.



Le squat est un monde d'hommes, comme en témoigne la salle de sport

n'est pas terminée

«C'est là qu'est tout le problème, explique l'un d'eux. Certains d'entre nous arrivent à trouver de petits jobs comme déménageurs ou videurs, mais toujours au noir. Avec les cours de français, on veut montrer notre volonté de nous intégrer, mais on n'y arrivera pas si on ne peut pas travailler.»

Surtout, depuis la création du campement du Sleep-In, le collectif traîne la réputation d'abriter des

dealers. «On sait que les gens ont cette perception, mais ce n'est pas vrai, s'insurge un homme. S'il y a une pomme pourrie, ça ne devrait pas rejailer sur tout le monde.» Le fait est que, début février, la Police de l'Ouest lausannois (POL) a participé à une action antidrogue dans les transports publics en concentrant ses contrôles sur la ligne du LEB. «On peut penser qu'une partie des locataires du squat de Ro-

manel sont liés au trafic de stupéfiants. Ce n'est pas un secret», avance Olivier Fiaux, commandant remplaçant de la POL. Malgré cela, sur 48 personnes contrôlées, seules trois avaient quelque chose à se reprocher, et aucune ne venait du squat, ou d'Afrique.

Ses jours ont beau être comptés, la communauté de Romanel reste un pôle d'attraction pour les migrants en quête d'un toit. Pendant l'assemblée, une quinzaine d'hommes ont fait le pied de grue dans une autre pièce. Leur espoir: qu'on leur accorde un lit. A la fin, on prend leur nom. Le squat est plein et ne prend personne pour le moment. Thomas explique: «Certaines d'entre elles ont peut-être déjà quitté la région, mais il y a une centaine de personnes sur notre liste d'attente actuellement.»

* Prénom d'emprunt

Découvrez notre galerie photos sur dutoit.24heures.ch

fédérale sur les étrangers (LEtr), selon laquelle il revient aux communes de signaler à la justice les personnes en situation irrégulière. Formellement, le squat de Romanel se trouve sur le territoire de la commune de Lausanne. Interrogé sur les mesures que la Ville pourrait prendre vis-à-vis de ses occupants, le municipal Oscar Tosato indique que l'Exécutif

n'a jamais mis les bâtons dans les roues des collectifs de défense des migrants, mais que ce n'est pas sa mission de trouver des solutions de logement pour des personnes en situation irrégulière. Pour ce qui est de savoir ce qu'il se passera en mai, lorsque 85 migrants seront à la rue, il botte en touche: «C'est une question qu'il faut poser au Collectif Jean Dutoit.»

Gare de Renens Le chantier va monter le volume

Les travaux de la nouvelle gare de Renens vont entrer dans une phase très active dès ce lundi et jusqu'au 14 mars prochain. Pour des raisons de sécurité et d'exploitation, ils se dérouleront principalement de nuit et se concentreront sur les quais, les plates-formes et le drainage des voies. Les riverains devront surtout prendre leur mal en patience lors d'un week-end «coup-de-poing», du vendredi 3 au lundi 6 mars, où des travaux bruyants seront effectués 24 heures sur 24. L'objectif affiché est de concentrer au maximum les nuisances. **C.B.A.**

Lausanne Emoi pour une arme au Flon

Un dispositif policier a été mis en place vendredi peu avant midi au Flon. Un témoin a donné l'alerte après avoir vu trois hommes sortir d'une voiture, à la rue du Port-Franc 18, dont l'un a glissé une arme de poing dans son pantalon. Les policiers se sont mis à la recherche du groupe, parti en direction du centre-ville. Les trois individus ont finalement été interceptés alors qu'ils revenaient au véhicule. L'un d'eux portait un pistolet à air comprimé, pour les besoins d'un clip vidéo selon lui. Aucune infraction pénale n'a été retenue. **R.H.**

Lausanne



A l'occasion de son concert à la salle Métropole le jeudi 2 mars, le chanteur Amir se produira au Centre Métropole Lausanne dès 17 h 30 pour un showcase de trois de ses titres phares, dont le fameux *J'ai cherché*, suivi d'une séance de dédicace. Révélé par *The Voice* sur TF1, Amir a remporté deux trophées aux derniers NRJ Music Awards: celui de la révélation de l'année et celui de la chanson francophone de l'année. **L.A.**

Les requérants d'asile du Collectif R dorment dans la salle de catéchisme

Lausanne
La paroisse du Sacré-Cœur continue d'héberger un refuge de migrants à Mon-Gré. Le curé est aux petits soins pour ses locataires. L'évêque a visité les lieux

Deux paroissiennes âgées prient, bougies allumées. Dans la salle d'à côté, des Africains déjeunent. Un matin ordinaire à la chapelle de Mon-Gré, au boulevard de Grancy. Les requérants d'asile du Collectif R vivent ici depuis avril 2016. Ils venaient d'être chassés de l'église Saint-Laurent, après une année d'occupation sauvage. La paroisse catholique du Sacré-Cœur leur a alors ouvert les portes de ses locaux à Mon-Gré.

Pour le collectif R, ce refuge constitue le symbole d'une lutte: «Des requérants d'asile menacés de renvoi vivent ici, nous leur offrons une protection, un lien avec la société civile, un accompagnement ou des cours de français», explique Cristina, l'une des bénévoles. Le Collectif R conteste le système Dublin - qui force à renvoyer les requérants dans leur premier lieu d'enregistrement sur le continent européen.

«On renvoie des familles, des femmes enceintes et des gens malades, dénonce Claire, une autre militante. La violence exercée sur les migrants par l'administration dans le traitement des procédures d'asile et de renvoi est inacceptable, mais la majorité des gens préfèrent regarder ailleurs.» En deux ans, le refuge a vu passer plus de 150 migrants qui ont récupéré un permis de requérant; une trentaine

ont obtenu un statut de réfugié. Plus d'une dizaine y vivent en ce moment.

Un homme en cravate déboule dans la salle commune. «Bonjour mes amis!» lance-t-il à la cantonade. Lui, c'est le curé Gabriel Pittet. Il salue les migrants présents: Byniam, venu d'Erythrée, Boubacar, de Guinée Conacry, et Mohammed, de Côte d'Ivoire. Il connaît les noms de chacun et leurs histoires d'exil. «J'ai des rapports fraternels avec ces locataires. Leur accueil est spartiate, malgré une cuisine et des douches, ils doivent dormir dans

Cette installation à Mon-Gré n'était pas au goût de tout le monde en 2016. Les autorités ecclésiastiques désapprouvaient la démarche. Mais les paroisses étant autonomes, celle du Sacré-Cœur a décidé souverainement. Certains paroissiens désapprouvaient aussi, mais «il faut parfois aider l'Eglise à aller dans le bon sens», sourit le curé Pittet. En octobre, il a même invité l'évêque du diocèse, Mgr Charles Morerod, à visiter les lieux. Ce dernier est venu un samedi matin.

«J'y suis allé pour faire la connaissance des personnes et j'ai été ému de cette rencontre», confirme Mgr Morerod. L'Eglise catholique a-t-elle changé d'avis? Pas officiellement: «Plusieurs paroisses et autres institutions de l'Eglise aident à accueillir des requérants. Mon-Gré est un cas particulier parce que cet asile est à la marge de la légalité, voire illégal, fait remarquer l'évêque. Dans ce domaine comme les autres, l'Eglise ne demande pas de bénéficier de lois différentes, mais elle comprend que l'on puisse invoquer l'objection de conscience face à des situations humaines très difficiles.»

Les Eglises soutiennent donc les migrants, sans pour autant appuyer le combat politique du Collectif R: «Nous aidons et accompagnons les migrants partout où c'est possible, mais notre engagement est moins politique qu'à l'époque des 523», résume le pasteur Pierre-Olivier Heller. L'hébergement du refuge à Mon-Gré reste donc le choix d'une paroisse. Il pourrait durer: «Nos locaux devront être rénovés, mais pas dans l'immédiat», explique Gabriel Pittet. **P.C.**

«Il faut parfois aider l'Eglise à aller dans le bon sens»

Gabriel Pittet
Curé de la paroisse catholique du Sacré-Cœur

une salle de catéchisme. Mais je veille à ce qu'il y ait un baby-foot», plaisante-t-il.

Le curé Pittet s'est engagé pour accueillir le refuge en 2016: «Avec le conseil de paroisse, nous étions contents de prendre le relais de l'Eglise protestante, qui avait déjà fait un travail formidable pendant une année. Cela a été beaucoup plus facile ici qu'à Saint-Laurent, car les militants n'ont pas occupé nos locaux, ils sont venus nous demander.» A entendre le prêtre, la paroisse de Lausanne-Ouchy a une longue tradition d'accueil: «L'abbé Maurice Zundel, une des grandes figures de cette paroisse, disait «je vous attendais» à chaque personne qu'il rencontrait.»



Cristina, bénévole du Collectif R, le curé Gabriel Pittet et des requérants d'asile dans les locaux paroissiaux de Mon-Gré. Des migrants y trouvent refuge depuis avril 2016. VANESSA CARDOSO

PUBLICITÉ

Abonnez-vous!



Découvrez l'actualité augmentée!

24 heures sur tous les supports, où vous voulez, quand vous voulez et avec des contenus enrichis. Pour vous abonner 24heures.ch/abo

24heures